

DOSSIER

Echanges d'expériences et de réflexions entre acteurs de France et du Maroc



Photos : IDD

Une visite d'échanges d'expériences s'est déroulée du 4 au 8 mars derniers en Ile-de-France et en Lorraine, dans le cadre du projet Démocratie participative et à l'initiative d'IDD et de l'IFAD. Une délégation marocaine composée de représentants de huit associations marocaines (Tamount, Tayafout, Amal Dades, Femmes de Dades, DAEHEM, RJFD, Al-mostakbal) et de trois représentants de communes marocaines (Tamanarte, Figuig, Khmiss Dades) a été reçue par différents acteurs. Retour sur les échanges qui ont animé ces trois journées intenses.

Le 5 mars, après un premier temps d'échange au siège d'IDD, consacré à la démocratie participative, à la participation des habitants, aux mouvements issus de l'immigration marocaine en France et à leurs actions dans la vie sociale et politique en France, une rencontre avec le GRDR (Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural) a permis d'aborder la concertation locale pluri-acteurs autour de programmes conduits en Afrique de l'ouest. Le Studio-théâtre de Stains a ensuite accueilli la délégation autour du projet « Les femmes portent le Monde dans leur main » : des témoignages de femmes originaires du Cameroun, d'Allemagne, d'Algérie, de Palestine ont introduit une discussion autour des droits des femmes et du renforcement de leur citoyenneté. Le lendemain, la délégation est partie pour la Lorraine, où

elle a été accueillie au Carrefour des pays lorrains, un réseau d'acteurs du développement local situé à Colombey-les-Belles. Les discussions ont porté sur outils mais aussi les limites de la concertation territoriale. La soirée organisée par Khamsa a été l'occasion d'échanger sur la mobilisation des jeunes au sein des associations, notamment via les échanges de jeunes et chantiers de solidarité. Le projet de coopération décentralisée mené en partenariat avec le Conseil général 54 et la province de Sidi Kacem a également été présenté.

La journée du 7 mars a commencé par une visite de la ville de Nancy, s'est poursuivie par une rencontre avec la Fédération des foyers ruraux 54 et le foyer rural de Crévic, autour des activités, objectifs et valeurs portés par les foyers ruraux, et s'est achevée par une visite de la bibliothèque du village.

Espaces de concertation : du nouveau

En France, les espaces de concertation pluri-acteurs se développent, aussi bien du côté institutionnel que par la société civile.

Avec l'essor de la démocratie participative, des espaces institutionnels naissent ou se transforment pour permettre une concertation plus ou moins approfondie avec les citoyens.

Le conseil de développement

Il s'agit d'une instance qui permet d'associer les acteurs de la vie civile (associations, acteurs socio-économiques, habitants) d'un « pays », d'une agglomération, à l'élaboration et à la mise en œuvre du projet de territoire, dans le but d'encourager les pratiques de concertation entre élus, acteurs locaux et habitants.

Le groupe d'action locale

C'est un ensemble de partenaires socio-économiques privés et publics installés dans des territoires ruraux et chargés de la mise en place d'une stratégie de développement organisée en accord avec le programme européen « Leader ». Il regroupe des élus locaux et des représentants des entreprises, ou des associations.

L'Agenda 21

Lors de la conférence de Rio sur l'environnement et le développement, en 1992, la France s'est engagée à mettre en œuvre l'Agenda 21, un programme d'actions pour le développement durable. La Déclaration de Rio mettait en avant, dans son article 28, le rôle essentiel qui revient aux territoires et aux collectivités locales en matière de développement durable. C'est ainsi qu'à chaque niveau de collectivité, revient la responsabilité d'élaborer, pour son territoire, et de mettre en œuvre, un programme d'action répondant aux principes de l'Agenda 21 dont la participation des habitants.

Le conseil citoyen

Issue de la récente réforme de la politique de la ville, cette instance doit favoriser l'émergence d'initiatives à partir des besoins des habitants. Le

conseil citoyen doit être associé à l'élaboration, ou au moins au suivi et au bilan des contrats de ville, et peut lui-même porter des projets visant à améliorer la situation du territoire. Chaque conseil est composé d'un collège « habitants », dont les membres sont tirés au sort en respectant la parité hommes-femmes, et d'un collège « représentants associatifs et acteurs locaux » composé de volontaires.

A côté des espaces institutionnels, apparaissent des initiatives issues de la société civile, dont certaines ont été présentées par l'association parisienne Capacités - La ville par tous et pour tous, et par le Carrefour des pays lorrains.

La Table de quartier

C'est une possibilité d'échanges, de réflexions et de propositions entre habitants, usagers, associations, collectifs, acteurs locaux pour proposer des actions concrètes pour améliorer le quartier. Ce principe a été proposé par des habitants des quartiers populaires et mis en avant par le rapport «

Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera pas sans nous ! » (juillet 2013). Proposition reprise dans la loi du 14 février 2014, elle se décline aujourd'hui sous la forme de conseils citoyens.

Les conversations de rue

Il s'agit d'aller à la rencontre des personnes dans l'espace public (devant les écoles, aux arrêts de bus...) pour à la fois accumuler des connaissances sensibles sur un territoire ou sur une question, et mobiliser ces personnes pour les temps de travail participatif. Ce dispositif permet d'alimenter la réflexion collective avec une parole plus large et de ne pas oublier des préoccupations et des propositions d'habitants qui ne participent pas aux ateliers.

Le porte-à-porte

Certaines personnes ne se déplacent pas, ou pas spontanément, en réunion publique ou en atelier. Il convient donc d'al-



ler vers eux. La démarche de porte-à-porte permet de donner de l'information sur le projet et sur la dimension participative, d'entendre les préoccupations des habitants et de mobiliser pour les temps de travail collaboratif.

La coordination « Pas sans nous »

Cette coordination nationale se positionne comme un « syndicat des quartiers populaires ». Elle se veut un espace de propositions auprès des pouvoirs publics, de porte-voix des habitants et des acteurs, de ressources et de transmission, d'expérimentations et de formations.

Sites : www.capacites.net et www.cpl.asso.fr

فإن المشاركة القديمة والمتنوعة لمخاربة العالم في التنمية الاقتصادية والاجتماعية والثقافية للمغرب في السنوات الأخيرة تزايداً ملحوظاً، وإذا كانت التحولات المالية هي التعدي الأكثر وضوحاً فيها، فإن هذه المشاركة، في المقابل، تأخذ أشكالاً متعددة، وقد تطورت في الواقع، بالاقتران مع التحولات المالية، أشكالاً أخرى من المساهمة في تنمية المغرب، وبشكل تدريجي تشكلت هذه الأشكال حول مشاريع التنمية الحضرية التي ارتادها فاعلون ومجموعات الخريطين في العمل التطوعي والإنساني.

ومع مرور السنين اكتسب هؤلاء الفاعلون، الذين انتظموا في جمعيات أو في أندية، مهارة وخبرة وقدر على إلهام التحول وتأسيس الشبكات، وهو الأمر الذي منحهم شرعية قوية، وقد جندوا بطريقتهم الخاصة، واحدة من التحولات التي تعرفها الهجرة، ومع ذلك يشهدون على اندماجهم في النسيج المجتمعي لدول الإقامة.

تعزيز هذه الحركة المجتمعية في الهجرة يتنوع كثيراً فهؤلاء الفاعلون يشغلون في مجالات متعددة ويغنون لضاءات متناوثة الانساعة تمتد من الإقليم إلى ما هو أبعد للأوطان، بعض هذه الشبكات تتفتح بمواضع منظمة نحو حكومية معترف بها خاصة في الدول الأوروبية وفي المغرب أيضاً، تعمل وتنجز مشاريع وأعمال تنوعية متفاوتة التعقيد، التي تجمع مختلف مصادر التمويل، وتتطلب تعاون عدة فاعلين من القطاع الخاص والعام.

هذه الدينامية، التي ابتدأت في الثمانينات على الصعيد الحسني في إطار مشاريع ارتادتها جمعيات المهاجرين من نفس القرية أو الجهة، سرعان ما تبين أنها هذه الدينامية تشكل لقطعة مفصلة بالبنية لخلق المتوسط.

وقد ساهمت التحولات الاجتماعية التي عرفتها الجاليات المغربية والتخوات التي شهدتها الدول الأوروبية التي تستقبل معظم مغاربة العالم، والمغرب، كما أدرجت أيضاً ثنائية/تلازمية «هجرات وتنمية» منذ عقد من الزمن، على جدول أعمال العديد من الهيئات والمؤسسات الدولية، وهي موضع العديد من التقارير والدراسات، ولو أن معالجة إشكالية الهجرة غالباً ما تركز حول إدارة التدفقات (تدفقات الهجرة) على حساب التفاعلات الإيجابية والمواطنة.

Migration, associations et citoyenneté

Pour Bachir Maaouni, coordinateur du projet Démocratie participative au Maroc, le renforcement des liens entre les associations des deux rives de la Méditerranée est essentiel pour la démocratie et le développement. Dans ce cadre, les migrants ont un rôle décisif à jouer. C'est l'approche défendue par le projet Démocratie participative porté par IDD et l'IFAD.

La question de la migration est un paradoxe au Maroc. Le taux de l'immigration (10 %) est l'un des plus élevés au monde alors que celui de l'émigration dans le pays reste insignifiante (0,28 %) !

Cette réalité se traduit par une autre, paradoxale : la place très faible des émigrés dans le pays, aux niveaux institutionnel, social et culturel. L'image de l'émigré au niveau de la société est dévalorisée ! Alors que les structures de la diaspora marocaine ont contribué et contribuent au développement de leur pays d'origine, particulièrement dans les zones rurales

oubliées, elles ne peuvent pas exercer leur citoyenneté, dans ma mesure où elles ne participent pas aux prises de décisions.

Les associations issues de l'immigration marocaine ont mené des combats en cherchant à construire, dans un contexte compliqué par la crise économique et la montée des extrémismes, une laïcité vivante, alors que l'émigration aujourd'hui est marquée par une rupture générationnelle. L'intérêt doit donc se porter sur la défense des droits des citoyens là-bas, et sur des actions de proximité ici.

C'est l'objet d'approches et de démarches de certaines ONG travaillant sur la thématique. Parmi elles, le GRDR. Son approche est territoriale. Cette démarche est dite aussi globale, dans la mesure où il s'agit d'une construction collective

qui est à la fois le produit et la condition pour la production de ressources. L'un des objectifs visés est de renforcer et valoriser les migrants, acteurs de co-développement dans leur implication citoyenne ici et là-bas à travers des programmes et projets du GRDR en Afrique de l'Ouest. Le migrant est considéré comme force vive du territoire et intégré dans des grands groupes de concertation.

Au Maroc, Migrations et développement travaille à travers des associations villageoises selon le principe de « aide-toi, l'association t'aidera », dans le cadre d'un développement rural intégré.

Dans le cadre du projet Démocratie participative, nous travaillons avec des associations au Maroc et en France. Mais comment intégrer le migrant dans la dynamique de parti-

pation et de concertation ? Comment l'impliquer davantage dans la dynamique locale ?

Il est temps aujourd'hui pour nous tous de nous y mettre, afin de développer une approche originale sur la question. Déjà, certaines expériences menées à Figuié, au nord-est, et à Taghijit au sud (Anti-Atlas) sont prometteuses. Certains acteurs associatifs dans ces localités travaillent ici et là-bas, dans leurs associations et dans leurs territoires. C'est ce qui fait que notre démarche doit s'appuyer sur le renforcement des liens entre les associations des deux rives, où le migrant s'identifie à sa structure, sur son territoire d'accueil, et lui apporte son savoir-faire et ses compétences avant de se lancer dans des projets de développement local.

Bachir Maaouni



أي مساهمة لتجسيات المهاجرين في التنمية المحلية ؟
لقد شكلت الزيارة التبادلية الأخيرة التي نظمتها في إطار مشروع الديمقراطية التشاركية منعطفا إيجابيا لفهم تاريخ الهجرة و المهاجرين بأوروبا (زيارة جمعية العمال المغاربة بين أوروبا) وكذا مساهمة هذه الجمعيات في التنمية المحلية .

فقد بات من المؤكد أن مساهمة المهاجرين في التنمية المحلية قد خرج عن الوجه المألوف و عن المشاركة القديمة في التنمية الاقتصادية و الاجتماعية المحلية و التي كانت فيها التحويلات المالية أكثر وضوحا و التي لها المقابل بدأت تأخذ اشكالا متعددة و متنوعة كالمشاريع التنموية المحلية و الدخول في تجارب رائدة كان لها الأثر على هتلق الإيماد (مشروع المكتبة القروية)

تتميز هذه الحركة الجموعية في الهجرة بتنوع كبير؛ فهؤلاء الفاعلون يشتغلون في مجالات متعددة و يغطون فضاءات متفاوتة الانتماء تمتد من الإقليم إلى ما هو عابر للأوطان. بعض هذه البنيات تتمتع بوضع منظمة غير حكومية معترف بها؛ خاصة في فرنسا و المغرب أيضا. تعمل وتنجز مشاريع و أعمال تنموية متفاوتة التعقيد، التي تجمع هتلق مصادر التمويل، و تتطلب تعاون عدة فاعلين من القطاعين الخاص و العام.

وهكذا، أصبحت مساهمة المهاجرين في التنمية تدريجيا واحدة من عناصر العلاقات بين الدول الأوروبية التي تستقبل معظم مغاربة العالم، و المغرب. كما أدرجت أيضا ثنائية/تلازمية "هجرات وتنمية" منذ عقد من الزمن، على جدول أعمال العديد من الهيئات و المؤتمرات الدولية. و هي موضع العديد من التقارير و الدراسات.

ألا انه من الملاحظ رغم هذه المساهمة القيمة للمهاجرين في التنمية المحلية و اعطاء دينامية خاصة على المستوى المحلي إلا أن مشاركة هذه الفئة في مستوى مركز القرار المحلي لازال ضعيفا اللهم بعض التجارب المتمثلة في بعض المناطق (التالوين الحسنية...-...-...) "تباينت مع دور المهاجر في تسيير الشأن المحلي في بعض الدول الإفريقية كمال مثلا (شهادة GRDR) لازالت جمعيات الهجرة لم تلبوا مكانتها في تسيير الشأن المحلي و لتدفع اطراف من شأنها أن تدفع بعجلة التنمية المحلية إلى الأمام وهذا مرده إلى رغبة المسؤولين عن القرار في إشراك هذه الفئة في اتخاذ القرار رغم أن النصوص التلقينية تلجج جيدة على ذلك (الميثاق الجماعي دستور 2011 الميثاق الجماعي للتنمية) إلا أن السؤال الذي يطرح نفسه هنا بالتحديد؛ إذ من الوقت للفرع بشكل جدي لانتماء المهاجرين في دوائيب اتخاذ القرار.



L'éducation populaire, pilier de la mobilisation citoyenne

En permettant à toute personne, quel que soit son profil et son bagage éducatif ou culturel, de bénéficier d'un apprentissage tout au long de la vie, l'éducation populaire favorise le déploiement de la citoyenneté.

L'éducation populaire est un courant de pensée sociale et politique qui s'appuie sur les idées des Lumières et sur les valeurs d'autonomie, de citoyenneté et de solidarité. Elle cherche à promouvoir, en complément du système éducatif (école, collège, université, etc.), l'amélioration du système social à travers des activités de développement individuel des personnes et de développement social communautaire (quartier, village, ville, etc.). Elle vise à permettre à chacun de s'épanouir et trouver une place dans la société, via des activités éducatives, culturelles, artistiques et sportives.

L'éducation populaire reconnaît à tout individu, sans distinction d'âge, de sexe, de culture, de milieu social, géographique ou religieux, la capacité de progresser, de se développer, de devenir acteur de sa propre vie et de la société.

Les passeurs de l'éducation populaire sont principalement les associations. En France, l'éducation populaire a connu son apogée après-guerre, sous l'impulsion de mouvements associatifs comme la Ligue de l'Enseignement, les maisons de jeunes, ou bien les foyers ruraux. Ces associations militantes ont longtemps porté des projets de démocratisation par l'éducation et par la culture. Aujourd'hui, on parle également d'éducation permanente, d'éducation à la citoyenneté et d'éducation au développement et à la solidarité internationale. La philosophie reste la mobilisation des citoyen-ne-s en vue de contribuer au développement d'une société plus juste et solidaire.

Au Maroc, les grands mouvements associatifs démocratiques

s'inscrivent dans le même esprit, puisqu'ils militent pour l'accès aux droits humains et pour la défense des libertés, et contribuent au processus de démocratisation du pays. Dans les zones rurales marocaines, les passeurs de citoyenneté sont aussi les associations de développement, par le biais d'activités de proximité qui facilitent la participation des populations et le dialogue social avec les autres acteurs du territoire, notamment institutionnels. Il n'existe pas de recette miracle. Seule compte la volonté des uns et des autres de croire que le changement social viendra de la participation de tous à la chose publique. Il faut inventer, innover, expérimenter, faire preuve de créativité, d'initiative, organiser la rencontre. Les règles à promouvoir sont de s'écouter, se respecter, se faire confiance et mettre de côté les intérêts personnels au profit de l'intérêt collectif. Les associations qui gèrent des espaces communautaires et culturels dans les villages marocains peuvent, à l'instar de leurs homologues françaises, expérimenter à l'infini des activités et des outils d'animation et de mobilisation, car cela requiert très peu d'investissement matériel et financier. Cela demande en revanche une bonne dose de bénévolat, en attendant des perspectives de professionnalisation des animateurs socio-culturels au Maroc...

Informé et sensibiliser les publics peut passer par un programme d'animation sociale et culturelle reposant sur leurs préoccupations et sur leur envie d'agir et de progresser. Ces activités artistiques, sportives, culturelles, sont des moyens pour

L'abécédaire de la participation citoyenne et de la concertation pluri-acteurs

A travers les réflexions qui se sont échangées entre les participants, s'est esquissée une approche du développement local d'où ressort un certain nombre de mots-clés. En voici une évocation sous forme d'abécédaire.

A comme APPROPRIATION

« Il faut permettre que les habitants s'approprient les projets collectifs du territoire. Pour qu'il y ait participation, il faut qu'il y ait appropriation. »

B comme BATAILLE

« La démocratie participative nous offre la possibilité de parler et de s'exprimer, mais parfois c'est comme une bataille dans la discussion publique car les forces sont inégales. »

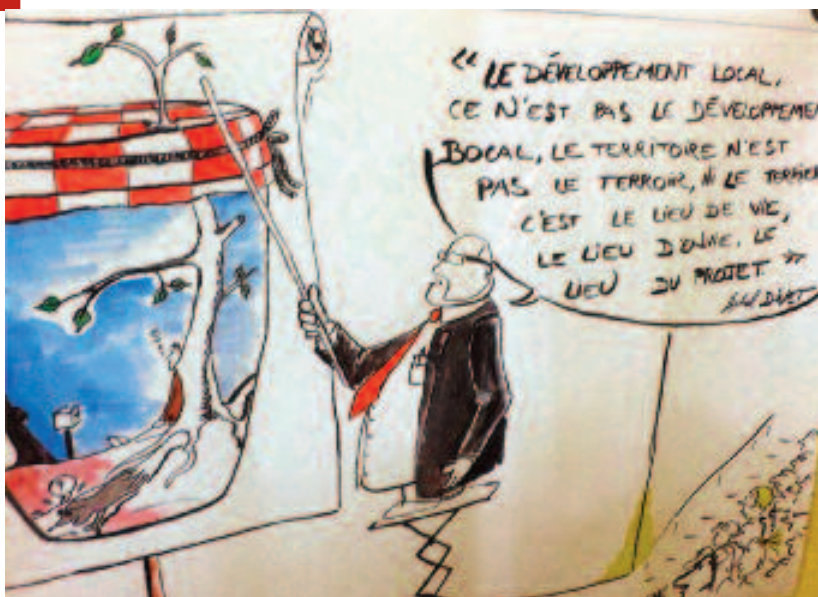
C comme CASQUETTES

(Un élu de la communauté de communes du Chardon lorrain)

« On peut avoir une « double-casquette » à la fois d'élu et d'associatif, mais il faut savoir faire la part des choses et trouver sa place. En tant qu'élu, c'est important d'avoir de contact avec la population et c'est un vrai plus d'avoir une expérience associative qui permet de mieux comprendre les réalités du terrain. »

C comme CADRE DE LA CONCERTATION COMMUNALE

Il permet de réunir toutes les forces vives du territoire en veillant à ne pas perdre de vue les populations marginalisées : jeunes, femmes, les personnes en situation handicap, les populations stigmatisées (les nomades par exemple). Le président de ce cadre n'est pas forcément le président de la commune.





faire passer des messages, transmettre des valeurs citoyennes, informer et sensibiliser les publics sur les enjeux locaux de la démocratie participative.

Différentes techniques d'animation peuvent être utilisées pour animer des ateliers collectifs d'information-sensibilisation et/ou des discussions, de manière à favoriser l'expression et la créativité du public pour, par exemple, co-construire un projet ou bien ouvrir un débat sur des problèmes locaux à résoudre. Elles motivent les habitants à donner le meilleur d'eux-mêmes, à s'exprimer librement en public et à participer à un projet collectif. Ces activités et techniques d'animation qui s'inspirent des valeurs de l'éducation populaire permettent aux personnes de s'approprier le destin collectif de leur village, quartier ou ville, et d'être actrices de leur développement, et non sujet ou consommateur.

Horya Fadelane

Quelques techniques d'animation...

débat mouvant

photo-langage

théâtre-forum

JEU DE RÔLE

petits papiers (post-it)

quizz

mise en situation / étude de cas

WORLD CAFÉ

jeu de la ficelle

...

Le choix d'une technique dépend des objectifs recherchés, du public ciblé, du thème, de la taille du groupe.

Dans le cadre du projet Démocratie participative, une formation nationale en direction des associations marocaines sera proposée en mai 2015 et abordera « l'animation des espaces communautaires et les techniques d'animation ».

C comme COOPERATION DECENTRALISEE

Mettre en dialogue les acteurs locaux avec l'appui des collectivités locales étrangères pour « sortir des contraintes locales » et faire évaluer les situations de blocages. La coopération décentralisée peut servir de levier dans le développement local.

D comme DECENTRALISATION

« La tutelle de l'état sur les communes marocaines entretient une certaine peur chez les élus. Il y a des compromis permanents à trouver avec les gouverneurs, qui sont les représentants de l'Etat. »

F comme FORCES VIVES

Les forces vives du territoire doivent être identifiées et il est important de s'appuyer sur les ressources du territoire. La monographie permet l'élaboration d'une carte d'identité du territoire.

E comme ELOIGNEMENT / ENCLAVEMENT

Les élus des petites communes rurales marocaines décrivent une situation d'« isolement » qui les freine le développement des territoires. Les bailleurs de fonds, les responsables des politiques publiques, les organismes nationaux sont loin et il n'y a pas d'interlocuteurs dans les territoires.

E comme EGALITE

(Sarah, de l'association Capacités)

« Chacun doit faire un pas vers l'autre, il faut pouvoir se parler d'égal à égal, qu'on soit élu, citoyen, homme, femmes, jeune, immigrés, etc. »

E comme EVALUATION

« La concertation, c'est également l'évaluation, le suivi et le contrôle. »

H comme HISTOIRE

« Ce qui fait le territoire c'est les histoires que les gens se racontent, il faut intégrer les habitants dans la dimension historique et anthropologique du territoire. »

I comme INSTITUTIONNALISATION

« Si on institutionnalise les espaces de participation, ça peut paralyser les choses » par les membres de l'association Capacités qui ont créé les « tables de quartiers » qui sont des espaces de participation informels, et donc non institutionnalisés. L'association joue le rôle de médiateur, d'intermédiaire entre les habitants et la mairie.

J comme JEUNESSE

« Il faut s'ouvrir aux jeunes pour qu'ils prennent des responsabilités dans les bureaux des associations. Il faut que les anciens « prennent la main » des plus jeunes pour qu'ils apprennent et prennent des responsabilités – ce qui n'est pas le cas dans les bureaux des associations. »

L comme LANGAGE

« Le langage utilisé, c'est une des conditions importantes de la concertation. Si les élus ou les cadres utilisent un langage « d'expert », ça ne sera pas accessible à tout le monde. « On a déjà vu des réunions publiques, on les élus viennent exposer un projet avec un langage tellement « inaudible », que les gens sont partis « assommés » en disant « ok » mais sans avoir pu réellement donner leur avis. »

Brocante et participation

Bachir Maaoui en appelle à la créativité et à l'échange d'idées pour promouvoir une véritable « démocratie quotidienne » au Maroc.

Après ces visites et ces échanges en Ile-de-France et en Lorraine, une idée simple et un peu naïve pourrait venir à notre esprit : pourquoi les acteurs en France réussissent-ils relativement mieux ce qu'ils entreprennent en termes de mobilisation, de participation et de concertation ? Cette différence dans la réussite est-elle due à l'histoire ? Au cadre juridique ? Au niveau économique ? Politique ? Ou culturel ?... Une analyse objective montrerait, sans nul doute, une corrélation entre ces facteurs – et tant d'autres – et la réussite des actions menées dans l'Hexagone !

Néanmoins une idée émise par un élu marocain, lors de la rencontre avec les femmes des foyers ruraux 54 à Crevic, donne à réfléchir. Si ces femmes des foyers ruraux organisent, entre autres, des brocantes pour renforcer le lien social entre les membres et s'assurer un autofinancement, le président de la commune de Tamarate propose quant à lui d'organiser au Maroc des brocantes d'idées, afin de se ressourcer en nouvelles idées et de rejeter les anciennes dans de telles brocantes !

C'est là peut être un premier pas vers la participation ! Encore faut-il s'attaquer aux grandes difficultés de notre système communal.

Le système marocain est décentralisé mais sous tutelle de l'Etat, et les choses dépendent largement des relations personnelles entre le président de la commune et le gouverneur ou le wali, et peut-être des rapports de forces locaux – le représentant de l'Etat étant généralement dominant. De plus, loin de contribuer à limiter les contrastes entre les communes (urbaines et rurales), il contribue à les amplifier. Les communes urbaines sont généralement mieux loties en ressources humaines et financières, tandis que la pénurie en cadres instruits et en moyens financiers appropriés entrave les élans des communes rurales. Faut-il rappeler également que les conseils communaux se trouvent au centre de plusieurs problèmes : rivalités et conflits politiques, tribaux ou personnels, équilibres fragiles, alliances parfois contre-nature, dissensions quotidiennes ? Peut-être s'agit-il là d'une particularité des pays

du Sud, que la pratique récente d'une démocratie de proximité et les caractéristiques sociologiques d'une société « composite » n'arrivent pas à inhiber ? Mobiliser les habitants et les autres acteurs, les inciter à participer, exige des associations d'obtenir leur confiance, et pour cela de faire preuve de respect et d'estime à leur égard, car « *il n'est pas possible de faire bouger le territoire si on y est pas bien implanté* ». Il va sans dire que la confiance exige aussi la crédibilité de la structure car, comme le dit Michel Dinet, « *la clef de la réussite est d'enclencher un mouvement de mobilisation* », et pas nécessairement autour de grands projets.

Sur le terrain, la réussite des projets est également liée au comportement des acteurs, qui doit se traduire par « la volonté de faire ensemble et de déboucher sur des réalisations concrètes ». Certes, il y a des difficultés : la formation des citoyens, la friolité des élus vis-à-vis d'une démocratie participative perçue comme une menace, le manque de qualité de la participation, les faibles capacités de l'échelon local, la



cales, or des expériences montrent que un travail avec les autorités locales peut provoquer des changements locaux. »

N comme NOUVEAUTES

(Véronique, présidente du Foyer rural de Crevic)

« Avec les autres femmes du Foyer rural, on se réunit régulièrement et on essaye de trouver des idées nouvelles pour mobiliser des nouvelles personnes, pour toucher d'autres habitants avec nos activités. Des fois, ça ne marche pas mais on recommence. Il ne faut pas perdre de vue ce qu'on a derrière la tête. »

O comme OPPOSITION

« Là où il ya une réelle concertation, c'est dans le cas où il ya une opposition, un rapport de force, voir un conflit comme des manifestations des habitants, des pétitions, des occupations de

locaux ou d'écoles, la mobilisation des médias. Dans ce cas, les habitants jouent le rôle de contre-pouvoir, ils s'entourent des forces comme les médias pour faire avancer les choses. »

P comme POLITIQUE

Lien entre le local et le global : attention ne pas perdre de vue les grands enjeux de la démocratie au niveau politique, les citoyens doivent prendre conscience des enjeux politiques et économiques qui engendrent le mal développement.

M comme MEDIATION

« Les associations peuvent se positionner comme médiateur entre les habitants et les autorités locales en organisant des moments et des espaces pour donner la parole aux habitants. »

M comme MIGRANTS

« Les migrants ont tendance à penser qu'ils peuvent agir tout seul car il n'est pas possible de travailler avec les autorités lo-

difficulté à susciter l'envie de participer, un civisme insuffisant... Autant de défis pour la participation et la concertation !

De là, nous revenons au manque de « brocantes » chez nous ! Comme le dit A. Laroui : « La relation entre la démocratie et la créativité est plus profonde que nous l'imaginons ! (...) Dans le système démocratique, le domaine de la politique est restreint mais sa valeur est grande. »

Enfin, ces échanges nous suggèrent la possibilité de mesurer l'effectivité et la qualité de la concertation locale via quelques indicateurs :

- L'existence d'espaces / d'occasions régulières de rencontre entre société civile et institutions.



- L'objet de ces rencontres : simple information ou aide à la prise de décision ?
- L'implication quantitative et qualitative des acteurs locaux dans les instances existantes.
- La mise en place de comités consultatifs extra-communaux pour associer les ac-

teurs au travail de la commune.

- La mobilisation effective des services communaux (affaires sportives, sociales, culturelles...) en charge des relations avec les associations.

Nous en revenons pour finir à la décentralisation réelle, qui apparaît comme l'un des moyens de renforcement d'une culture démocratique, qui est elle-même l'une des clés du mouvement de démocratisation et de bonne gouvernance, car elle permet et appelle la naissance d'une démocratie du quotidien. C'est notamment à cet échelon le plus proche du citoyen que peut se construire la participation et la concertation.

Bachir Maaoui

P comme PARTENARIAT

Importance des partenariats public/privé – par exemple partenariat entre les cantines scolaires et des groupements d'associations qui produisent des produits locaux.

P comme PAS SANS VOUS

Importance d'impliquer les citoyen-ne-s dans la gestion de la cité.

P comme PRATIQUER

(Bachir Ahdad, de l'association Tamounte, au sujet de l'importance de la pratique)

Importance de la pratique au-delà de la théorie. « Entendre, c'est oublier - Voir, c'est se rappeler - Faire, c'est comprendre »

R comme REPRESENTATIVITE

« Le problème dans les conseils de quartiers en France, mais aussi dans d'autres espaces de participation des habitants, ce sont en majorité des hommes, de plus de 60 ans, qui ont fait des études supérieures. »

R comme RESSOURCES HUMAINES

Les élus et les cadres des communes au Maroc, ne sont pas formés à la concertation et à la participation des habitants.

« La concertation, ça nécessite des compétences particulières de médiation, d'animation, etc. »

R comme REDEVABILITE

La mise en œuvre des projets du territoire suppose également de rendre des comptes auprès des populations. La di-

mension de la transparence est importante pour assoir une confiance entre les habitants et les autorités locales.

T comme TABLE

« Il y a 20 ans, c'était pratiquement impossible au Maroc de mettre autour de la table des élus, des habitants et des associations, comme on le fait aujourd'hui. »

T comme TEMPS

« Pour faire de la concertation, pour faire participer les habitants, il faut faire attention à choisir des moments où les gens sont disponibles, mais aussi des lieux où les gens vont venir. »

V comme VOIX

« Les femmes qui ont participé aux ateliers d'écriture, elles n'attendaient qu'une occasion pour s'exprimer, pour porter leur voix. » Au sujet des femmes qui ont participé au projet : « Les femmes portent le monde dans leur mains » avec la Mairie de Stains. « A Figuig, c'est les femmes qui portent l'oasis dans leur main. C'est elles qui travaillent dans les champs pour assurer la production. » (Aicha Dariti)

V comme VOLONTE POLITIQUE

La condition première pour la concertation et la participation des habitants, c'est la volonté politique. Il faut que les élus soient prêts à écouter les habitants, mais aussi qu'ils soient clairs et qu'ils sachent jusqu'où ils sont prêts à aller. C'est-à-dire à quel niveau de participation : l'information ? La consultation ? La concertation ? La co-construction, voire la co-décision ?

Bibliographie

Rapports

Ça ne se fera plus sans nous - Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires

Rapport de Marie Hélène Bacque et Mohamed Mechmache remis en 2013 au ministre délégué chargé de la Ville.

A télécharger sur : www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapportspublics/134000430/0000.pdf

Ils ne savent pas ce qu'on pense... Paroles de jeunes de quartiers populaires

2^{ème} rapport national - Septembre 2014

Synthèse à télécharger sur : www.centres-sociaux.fr/files/2014/10/Rapport-biennal-Vers.-courte-07-10-2014-1.pdf

Ouvrage

Michel Dinet - Réenchanter la démocratie, par Noël Bouttier - Ed. Lignes de repères, 115 pages, 15 euros.

Dans ce livre d'entretien préparé juste avant sa mort accidentelle en mars 2014, Michel Dinet, jusqu'alors président du Conseil général 54, revient sur son parcours, ses engagements et son souhait de « ré-enchanter la démocratie ».



Guides

Outils et méthodes du développement local

Ces cinq guides rendent compte des démarches et des pratiques expérimentées par le GRDR et ses partenaires dans le cadre du PAIDEL (Programme d'appui aux initiatives de développement local et de coopérations territoriales) depuis 2000, avec pour objectif de contribuer à la construction de politiques publiques locales générant une amélioration des conditions de vie des populations conforme à leurs aspirations.

Guide 1 : La monographie – **Guide 2** : L'animateur de développement local – **Guide 3** : La concertation communale – **Guide 4** : Mission Double espace – **Guide 5** : Montage de projets

Les 5 guides sont à télécharger sur : www.developpementlocal-sahel.org/-guides-methodologiques-

Base de données

La base de données des expériences de démocratie participative du Carrefour des pays lorrains

A télécharger sur : <http://cpl.asso.fr/experiences>

